

Macron, un « outsider » au système ?

Comment ont-ils cru, nos gouvernants, qu'ils pourraient faire passer au forcing une succession de mesures qui ont poussé à bout une partie importante de la population ? Quand je dis « nos gouvernants », c'est un peu exagéré parce j'ai l'impression que nous sommes dans un système césarien (un marxiste dirait « bonapartiste ») où c'est un seul homme qui décide.

Macron est arrivé au pouvoir dans des conditions surprenantes, en tenant le discours du gars qui est un outsider de la politique, prétendument « en dehors » du système. On savait que le soutien de Chirac était la banque Paribas, pour Giscard c'était la banque Indosuez. Ces deux banques, et les marionnettes qui les représentaient, avaient des stratégies radicalement différentes, qu'on retrouvait dans la politique des deux personnages : plutôt centrée sur le grand capital national, ou plutôt centrée sur les grandes multinationales. Macron, ce serait Rothschild, chez qui il n'a laissé que de bons souvenirs et acquis le surnom de « Mozart de la finance », mais aussi nombre d'hommes d'affaires influents : Bernard Arnault (LVMH), Alexandre Bompard (Darty et la Fnac), Marc Simoncini (Meetic) et Vincent Bolloré (Vivendi), Henri de Castries, ex-PDG d'Axa, et j'en oublie.

Dire qu'un homme comme Macron ne fait pas partie du système, comme il a voulu le faire croire, est absurde. Un homme sorti de l'ENA, qui a passé plusieurs années à l'Inspection générale des Finances et qui a des accointances avec tout ce que la France compte de grands capitalistes n'est pas indépendant du système sur lequel il fait semblant de taper.

En 2012, la banque Rothschild permet à Nestlé de remporter une enchère face à Danone : le rachat de la division laits infantiles de Pfizer, Wyeth Nutrition. C'est un business assez glauque consistant à vendre aux pays pauvres, qui manquent souvent d'eau potable, du lait maternisé en poudre. Cette affaire fera un tel scandale après que l'Organisation mondiale de la santé eût mis les populations en garde, que la société Nestlé elle-même finira par communiquer sur le thème : « l'allaitement maternel, c'est mieux. »

Il s'agissait d'une transaction de 9 milliards de dollars pilotée par Macron. Avec la commission qu'il toucha, il devint « suffisamment riche pour se mettre à l'abri du besoin jusqu'à la fin de ses jours », écrit *Libération*. A sa nomination à Bercy, il fit une déclaration de patrimoine montrant que de 2008 à 2012 son job à la banque lui aura rapporté presque 3 millions d'euros de revenus brut ¹. (Entre lui et Nicolas Hulot, son ex-ministre de l'écologie, qui est le plus riche ? Nicolas Hulot est à la tête d'un patrimoine valant 7,2 millions d'euros et ses royalties au titre de Ushuaïa – gels douche, déodorant,

1 Entre lui et Nicolas Hulot, son ex-ministre de l'écologie, qui est le plus riche ? Nicolas Hulot est à la tête d'un patrimoine valant 7,2 millions d'euros et ses royalties au titre de Ushuaïa (gels douche, déodorant, shampoing) lui rapportent grosso modo 240 000 euros par an.

shampooing – lui rapportent *grosso modo* 240 000 euros par an. On comprend que tous ces gens-là ne tiennent pas au rétablissement de l'impôt sur la fortune...)

Macron n'a pas chômé chez Rothschild : il s'est occupé, en tant que « conseiller acquéreur », de Presstalis, de Sofiprotéol, de la reprise de Siemens IT par Atos. Avec naturellement de confortables commissions. Le futur président s'intéresse particulièrement à l'agroalimentaire : est-ce là l'explication de sa complaisance envers le glyphosate?

Macron est arrivé au pouvoir à l'issue d'une période marquée par :

- L'extrême déliquescence des sphères dominantes de la société ;
- Un vaste désintérêt de la population envers la politique et des taux d'abstention record aux élections ;
- Une perte de confiance envers les politiciens ;
- Des « affaires » de plus en plus nauséabondes.

Il s'est présenté comme l'homme nouveau qui ne sortait pas des milieux politiques habituels, qui allait bousculer le ronron habituel, virer les politiciens professionnels et mettre à leur place des hommes et des femmes jeunes, issus de la fameuse « société civile » dont on ne sait pas trop de quoi il s'agit. Même le fait qu'il soit issu des milieux bancaires était présenté comme un fait positif car cela lui conférait l'image d'un type en phase avec la gestion du réel. Bref, tout ce que la France avait de bobos ambitieux prêts à aller à la gamelle, auxquels s'ajoutaient une masse de naïfs, a soutenu Macron.

Conformément au modèle césarien, pour lequel le chef de l'État détient *en théorie* le pouvoir du peuple (mais qui l'exerce sans vraiment lui demander son avis), Macron a voulu liquider ou réduire tout ce qui s'interposait entre lui et le « peuple », à savoir ce qu'on appelle les « corps intermédiaires ». Les corps intermédiaires, ce sont toutes les instances constituées de personnes qui se regroupent selon des critères politiques ou sociaux, des critères professionnels, géographiques, etc., et qui servent d'interlocuteurs avec le pouvoir. Ce sont ces corps intermédiaires qui permettent au pouvoir de connaître la « température » de la société, c'est-à-dire de percevoir les mouvements souterrains qui parcourent la société. Or Macron les a liquidés, ou il fait comme s'ils n'existaient pas, ce qui fait qu'il se trouve virtuellement isolé dans sa tour d'ivoire : il est sourd et aveugle.

Il y a un précédent dans l'histoire de France : le régime de Vichy. Pétain avait lui aussi liquidé les corps intermédiaires. La solution qu'il avait trouvée pour être informé des courants qui parcouraient la population fut la mise en place d'un invraisemblable réseau d'espionnage de la population par la surveillance intensive du téléphone et du courrier.

L'autisme du pouvoir est évident avec les gilets jaunes : Macron ne voit rien, n'entend rien. Mais comme l'autisme est une caractéristique propre aux technocrates issus des grandes écoles qui sont finalement pires que les aristocrates de l'Ancien régime, il y a peu de chance que

Macron écoute les gilets jaunes, et s'il les écoute, il ne comprendra de toute façon rien.

Ce qui est totalement normal, car les gens qui sont au pouvoir, Macron et les intégristes du néolibéralisme qui l'entourent, les godillots qui sont à l'Assemblée nationale, raisonnent un peu comme les aristocrates de l'Ancien régime : le petit peuple, les gens comme vous et moi ne sont pas des être humains, ce sont du bétail. Le prince de Metternich, un grand aristocrate autrichien, disait que « l'homme commence au baron ». C'est clair, non ? Ça voulait dire que 99 % de la population est du bétail.

Les choses n'ont pas tellement changé aujourd'hui : Je ne sais plus qui a dit que si vous n'avez pas de Rolleix à 50 ans, vous avez raté votre vie. Eh bien, c'est exactement le même raisonnement que celui du prince de Metternich. On a presque tous les jours des exemples de *l'incroyable morgue et de l'arrogance de la classe dominante* et de ses représentants dans le monde politique. Les dérives verbales de Macron en disent long sur la vision qu'il a des gens « ordinaires ». Lorsqu'il se plaint qu'« on met un pognon de dingue dans les minimas sociaux et les gens sont quand même pauvres », on en déduit qu'il pense réellement que les minimas sociaux devraient permettre aux gens de ne plus être pauvres ! C'est le même qui déclara pendant la période des ordonnances sur le code du travail: « je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques », signifiant par là qu'il considère comme des fainéants ceux qui s'opposaient à sa réforme.

Le monde de Macron est une sorte de monde darwinien où surnagent les plus forts, et où on laisse de côté les plus faibles: lors de l'inauguration de Station-F, le plus grand campus de start-up au monde, à Paris, qui se trouve dans un ancien bâtiment ferroviaire, notre bon président déclara: « Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et ceux qui ne sont rien ». Il y a donc ceux qui réussissent et les autres, c'est-à-dire rien. Le bétail humain. C'est le même raisonnement que celui de Metternich.

Lors de la grève des ouvrières de l'abattoir Gad, en Bretagne, Macron déclara que ces femmes étaient « pour beaucoup, illettrées », ce qui justifie sans doutes qu'elles aient de bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Ce qu'on demande à un esclave, c'est de travailler et se taire. Ça me fait penser à ce grand aristocrate français qui se promenait avec un ami sur les boulevards dans les années 1830 et qui voit un porteur lisant le journal : « Voyez donc ce faquin, *il lit !* » déclara-t-il. Un roturier du bas peuple n'était pas censé savoir lire. C'est le même genre de raisonnement que Macron.

Bakounine a décrit de manière extrêmement juste les hommes comme Macron : « L'aristocratie de l'intelligence », dit-il, est « au point de vue pratique la plus implacable, et au point de vue social la plus arrogante et la plus insultante ».

Macron a une solution simple pour régler le problème du chômage: « Je traverse la rue et je vous trouve un emploi », déclara-t-il à un jeune chômeur. On imagine ce que donneraient quatre millions de personnes passant leur temps à traverser la rue. Mais en fait les gens

l'ont pris au mot puisqu'ils sont maintenant des centaines de milliers à « traverser la rue », et ils ont mis un gilet jaune pour qu'on les voie bien.

Gilles Deray

La violence sociale est la pire des violences

Les couches dominantes de la société d'aujourd'hui — politiques et économiques — ne sont pas tellement différentes des aristocrates de l'Ancien régime. S'il est difficile d'imaginer que Macron et ses complices aient pu ignorer la situation réelle de « leur peuple », comme aurait dit Louis XVI, ils ne peuvent plus l'ignorer aujourd'hui : une partie importante de la population vit dans la terreur de sombrer dans la pauvreté, mais il est vrai que des gens qui n'ont jamais eu à fouiller fébrilement les poches des vêtements accrochés dans la penderie pour trouver la petite monnaie qui permettra d'acheter une baguette, qui n'ont jamais été obligés de trouver des stratégies à la con pour finir le mois ou payer le loyer, ces gens qui n'ont jamais été obligés, lorsqu'ils étaient jeunes, de porter des vêtements défraîchis qui avaient servi à deux frères plus âgés, ces gens-là peuvent bien être surpris qu'on ne puisse pas se payer un restau à 200 euros ou s'étonner qu'on n'ait pas assez d'argent pour envoyer ses enfants voir la mer. Ils ne peuvent pas comprendre cette femme seule, licenciée de son travail, expulsée de chez elle avec deux enfants qui est censée vivre avec le minimum social.

Si ce n'est pas de la violence, ça, je ne sais pas ce que c'est. Simplement c'est de la *violence sociale*, qui n'est pas reconnue comme telle, qui est rarement évoquée dans les médias, et trop rarement évoquée par les gilets jaunes eux-mêmes.

Ni le connard qui pense qu'on a raté sa vie parce qu'on n'a pas une Rolleix, ni aucun député macroniste n'ont été empêchés d'aller à l'enterrement de leur mère parce qu'ils n'ont pas assez de sous pour mettre de l'essence dans leur voiture, comme l'a dit en pleurant une femme interviewée.

Pourquoi l'aristocratie néolibérale qui dirige le pays s'obstine-t-elle dans la voie qu'elle a choisie ? C'est à mon avis très simple : ils suivent les directives qu'on leur donne et sont en position de ne pas pouvoir reculer. Macron ne peut pas revenir en arrière.

Il y a vingt ou trente ans, on pouvait mettre sur le compte de certaines institutions internationales les effets désastreux de la politique ultra-libérale : le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission de Bruxelles et même la Banque centrale européenne (BCE). Mais les choses ont, semble-t-il, un peu changé.

Ces institutions, très pesantes en termes de réactivité, ont fini par se rendre compte, après la crise de 2008, que peut-être elles avaient été trop loin, que les inégalités s'aggravaient, que la dictature des marchés menaçait la croissance et constituait un danger pour la démocratie et l'environnement. Elles en sont venues à reconnaître que l'État devait jouer un rôle de régulateur. Toutes ces idées, qui auraient été

considérées comme “communistes” il y a trente ans, ont fini par pénétrer les cerveaux doctrinaires des économistes surpayés qui dominaient les “think tanks” — les groupes de réflexion — néolibéraux.

Depuis quelques années, on peut lire des rapports qui préconisent la hausse des salaires et des investissements publics, la réduction des inégalités, la mise au pas de la finance, la condamnation des paradis fiscaux. Ces rapports préconisent en outre une fiscalité progressive et redistributive, l’abondance des liquidités sans avoir peur de l’inflation. Toutes choses absolument inimaginables il n’y a pas si longtemps.

A la lecture de ces préconisations, on comprend bien que Macron ne suit pas du tout la nouvelle tendance des grandes institutions internationales (mais il n’est pas le seul). La politique de Macron est donc en total décalage avec ce qui est maintenant devenu l’air du temps. Mais il faut dire que chez les politiques et chez les « experts » médiatiques, ces idées « nouvelles » qui ressemblent étrangement à du keynésianisme, une des doctrines du capitalisme devenue hérétique, ces idées « nouvelles », donc, ne semblent pas encore avoir pénétré les cerveaux des décideurs en politique. C’est qu’on a affaire à un revirement tellement spectaculaire qu’il a du mal à être assimilé par les politiques, pourtant habitués à dire une chose et son contraire.

Edgar Faure, qui occupa d’innombrables fonctions sous la IV^e et la V^e Républiques, disait : « ce n’est pas la girouette qui tourne, c’est le vent... » Macron et ses godillots, enfermés dans leurs bureaux, ne sentent pas le vent qui tourne. C’est que dans le cas présent le revirement implique des modifications extrêmement profondes dans des programmes dont les promoteurs avaient fini par oublier qu’il ne s’agissait que d’options parmi d’autres et avaient fini par croire qu’il s’agissait de lois de la nature. Bref, ces braves gens continuent de raisonner avec des concepts qui étaient en vigueur avant la crise de 2008 et de préconiser *les mesures mêmes qui ont conduit à cette crise*.

On voit aujourd’hui que malgré le changement de cap des institutions internationales qui donnaient le ton en matière de politique économique, c’est toujours la même politique qui est suivie. Ceux qui pensaient que les décideurs politiques prenaient leurs consignes à Bruxelles ou au FMI se trompaient, finalement. Mais alors où ?

Y a-t-il un lieu, innommé, dans lequel s’élaborent les stratégies économiques qu’on impose aux populations laborieuses ? Y aurait-il un quelque chose qui se trouverait au-dessus des institutions internationales, et qui serait capable d’élaborer des politiques économiques pour le plus grand profit d’une minorité d’exploiteurs ?

Ces institutions internationales qui donnaient le ton en termes d’orientations économiques des États sont financées par les « cotisations » des États membres. Les dirigeants politiques avaient intégré le discours idéologique néolibéral qui s’était imposé à la suite d’une stratégie extrêmement active de communication initiée par les « Chicago Boys » un groupe de pression néolibéral états-unien ; une stratégie que Susan George a très clairement expliquée dans

« Comment la pensée devint unique »². Pendant un moment on a cru que ces institutions internationales étaient devenues toutes-puissantes, mais dès lors qu'elles se sont mises à préconiser des mesures contraires aux intérêts des grands groupes financiers internationaux, leurs préconisations n'ont pas été appliquées, à commencer par Macron. Ce qui montre à quel point les groupes financiers contrôlent les gouvernements. Tout ça fait un peu « théorie du complot », mais comme dit ma concierge, ce n'est parce qu'il faut dénoncer les théories du complot qu'il n'y a pas de complots. L'accession de Macron au pouvoir est je pense littéralement le résultat d'un complot. Toutes les mesures prétendument sociales qu'il prend vise à préserver à tout prix les intérêts des grandes banques et à faire financer les mesures sociales par les pauvres eux-mêmes : il tond la laine sur le dos des gens ordinaires, et fait payer les mesures sociales en ponctionnant le budget d'autres mesures sociales. Autrement dit, il soutient maigrement les pauvres en faisant les poches des autres pauvres, ou celles des gens simplement modestes, et en permettant aux riches de devenir encore plus riches ; pas question de rétablir l'impôt sur la fortune ou d'imposer plus les revenus actionnariaux.

Arrêtons-nous un instant sur le cas de la France, sachant que le même constat s'applique partout.

Lorsqu'on nous dit que 10% de la population a des revenus supérieurs à 5000 € par mois et un patrimoine supérieur à 500 000 €, on a inconsciemment tendance à se dire : « Finalement, les riches sont riches mais pas tant que ça. » Or dans cette catégorie de « riches », il y en a une qui est particulièrement intéressante, dont on ne parle jamais. Il s'agit de la très petite minorité de cette catégorie qui est en mesure d'orienter les décisions politiques, et qui possèdent un patrimoine allant 25 millions d'euros à 35 milliards d'euros, ce qui ne représente que 0,01 % de la population française. Ces personnes n'ont pas acquis leur fortune en travaillant, elles sont pour la plupart nées avec un patrimoine important, en actions notamment, un patrimoine qui s'accroît de manière automatique avec les revenus du capital, c'est-à-dire le revenu des actions. On a ainsi de bonnes raisons de dire que Macron est le président de 0,01 % de la population.

Le capitaliste d'aujourd'hui n'est pas quelqu'un qui est soucieux de réinvestir son capital ; aujourd'hui, 85 % des profits nets vont aux dividendes, c'est-à-dire à payer les actionnaires, tandis que 15 % seulement va à l'investissement : autrement dit, on réinvestit juste assez pour maintenir la machine en fonctionnement, et on évite surtout de mieux payer les salariés. Ce sont les actionnaires — ceux-là, on se garde bien d'en parler — qui sont les bénéficiaires de la valeur produite par le travail en France. Ils ne sont pratiquement jamais évoqués dans les médias. Ils sont invisibles et tiennent à le rester.

Leur invisibilité explique que lorsque les gilets jaunes sont interviewés dans les médias, ils ne peuvent pas répondre de manière

2 “A short history of neo-liberalism: twenty years of elite economics and emerging opportunities for structural change”. Voir également “Comment la pensée devint unique”, le *Monde diplomatique*, août 1996

crédible lorsqu'on leur dit : mais si on supprime les taxes sur ceci ou cela, si on réduit les impôts, si on augmente les minima sociaux, etc. *comment va-t-on payer ?* Parce que lorsque les gens comme Macron (mais c'était valable avec Hollande, Sarkozy, etc.) proposent d'augmenter une dépense sociale, ils le font toujours en réduisant une autre dépense sociale, jamais en augmentant les impôts sur les dividendes. Par ailleurs, comment imaginer que Macron remette l'impôt sur la fortune qu'il serait contraint de payer ? Son argument ne consiste évidemment pas à dire : « Je ne vais tout de même pas rétablir un impôt que je serais obligé de payer ! » Non. L'argument de tous les néolibéraux en faveur de la réduction d'impôt des riches consiste à dire que cela favorise l'investissement. Mais on sait depuis longtemps, depuis Thatcher et Reagan, que la réduction d'impôt des riches ne fait que favoriser leur consommation de luxe

Éric Vilain

Réflexions sur le mouvement des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes est un mouvement spontané qui a son origine dans une pétition lancée sur les réseaux sociaux et qui a pris l'ampleur d'un mouvement de masse, comme une traînée de poudre. La protestation initiale contre l'augmentation des taxes sur les carburants a rapidement été dépassée pour toucher un ensemble de revendications sociales.

L'ampleur du mouvement, la rapidité de son expansion et la nature des revendications formulées me semblent être le symptôme de l'échec total aussi bien des partis de la gauche, que du mouvement syndical à exprimer le sentiment de ce qu'on appelle souvent avec mépris la « France profonde », mais qui est simplement la France des gens ordinaires que nous côtoyons tous les jours.

Pourtant, le mouvement syndical avait en théorie un instrument parfaitement adapté pour s'adresser aux couches sociales pas nécessairement salariées mais prolétarisées ou paupérisées : les unions locales, départementales ou régionales, en tout cas pour ce qui concerne la CGT qui a conservé, formellement, les structures mises en place pendant la période syndicaliste révolutionnaire du mouvement ouvrier. Mais encore fallait-il les utiliser. Il s'agit en somme de structures *horizontales*, héritières des anciennes bourses du travail, qui organisaient la population non pas sur la base de l'entreprise mais sur la base de la localité, du département, etc.

Lorsque les syndicalistes révolutionnaires eurent perdu leur prépondérance dans la CGT et que le parti communiste fut devenu hégémonique, ces structures horizontales ne furent évidemment pas complètement supprimées, mais leur rôle fut considérablement réduit car admettre une instance syndicale qui s'occupe des problèmes de la population locale, c'était faire une sérieuse concurrence aux partis politiques. Ces structures horizontales du mouvement syndical seraient extrêmement utiles aujourd'hui.

Les directions politiques et syndicales aussi bien que les avant-gardes révolutionnaires, qui affichèrent leur indifférence ou leur méfiance envers le mouvement et qui reprochent à Macron d'être complètement décalé par rapport à la réalité des couches populaires du pays, sont en fait aussi décalées que lui.

L'attitude du mouvement libertaire à l'égard du mouvement des gilets jaunes a été au départ marquée par une réelle méfiance. Les militants qui se sont exprimés mettaient l'accent sur le fait que ce n'était pas un mouvement "de classe" mais hétérogène : salariés modestes – ouvriers employés – membres du petit encadrement, artisans et auto-entrepreneurs, de paysans, de personnels médicaux (infirmières), beaucoup de femmes, beaucoup de retraités. Il y a aussi des petits patrons. Ces derniers restent relativement discrets, du moins si on s'en tient aux interviews qui sont montrées à la télé. En revanche, ce qui est très visible dans les médias, c'est le sort des

couches les plus défavorisées de la population, qui vivent dans des conditions de désespoir que beaucoup de Français semblent découvrir. En d'autres termes, le mouvement qui avait commencé sur une revendication axée autour de la taxation sur le carburant est devenu un mouvement social global.

Mais il ne faut pas sous-estimer le caractère social de la question de la taxation des carburants. Ce n'est pas, et de loin, une affaire qui ne concerne que les petits patrons. En effet, une masse importante de la population vit dans les zones les plus périphériques des villes où il y a peu de transports en commun, ou à la campagne parce que l'accès au logement est moins cher. Mais un couple où tous les deux travaillent et ont besoin chacun d'une voiture y consacre une part très importante de leur budget. La situation limite d'une augmentation irraisonnée du prix des carburants serait qu'au moins l'un des membres du couple serait obligé de cesser de travailler, ce qui produirait une réaction en chaîne catastrophique : on serait alors dans une situation où le problème se poserait en termes de *survie*. Et de fait on a pu entendre des gens dire ; « On n'a plus rien à perdre. » C'est là la conséquence de quarante ans de politique que je refuse de qualifier d'« austérité », parce que ce ne fut pas l'austérité pour tout le monde. Je dirais plutôt quarante ans pendant lesquels l'État, au service du capital financier, a tondu la laine sur le dos des couches moyennes pour garantir des revenus juteux aux actionnaires. Si donc on parle de « politique d'austérité », il faut préciser pour qui elle fut organisée.

Ce furent également quarante années pendant lesquelles on a assisté à la dégradation calculée des services publics, au non-entretien des équipements publics.

Ensuite certains commentateurs libertaires ont souligné que les gilets jaunes penchaient vers le Front national, ou son successeur dont je n'ai pas retenu le nom, ou qu'ils étaient sexistes, ou homophobes, ou islamophobes, etc., sans tenir compte que sur un échantillon de 200 000 personnes il y a inévitablement une marge de partisans de l'extrême droite, d'homophobes, de sexistes, d'islamophobes, etc.

Le recours à la *Marseillaise* semble avoir rebuté un certain nombre de militants de la « gauche radicale ». Mais faut-il s'étonner qu'une population qui a été oubliée pendant si longtemps par la propagande révolutionnaire se raccroche aujourd'hui au seul chant révolutionnaire qu'elle connaisse, la *Marseillaise*, qu'elle se réapproprie ?

Que les leaders de l'extrême droite tentent de récupérer le mouvement n'a rien de surprenant, mais en même temps si les libertaires leur abandonnaient le terrain, ça laisserait une large masse de manœuvre à ces gens. On ne peut pas attendre d'un mouvement massif de protestation qu'il coïncide avec nos vues pour décider de nous y engager. Les révolutions sont rarement servies sur un plateau.

Le mouvement libertaire n'a curieusement pas tiré, dans un premier temps, les conclusions du constat qui a été fait que le mouvement des gilets jaunes restait décentralisé, sans leaders et qu'il développait une méfiance importante à l'égard de la représentation, tous ces thèmes étant des thèmes par définition libertaires.

En d'autres termes, ceux qui s'inquiètent de la présence de militants d'extrême droite dans le mouvement des gilets jaunes devraient plutôt s'inquiéter de l'absence des libertaires.

L'une des principales failles du mouvement, me semble-t-il, est leur ignorance apparente des mécanismes du système, qui ne les rend pas crédibles lorsqu'ils doivent répondre : Qui va payer les mesures qu'ils exigent. Car faute de s'en prendre aux revenus actionnariaux, aux revenus du capital, ce seront encore une fois les pauvres qui paieront pour les plus pauvres qu'eux.

Or selon la Fondation Jean-Jaurès, c'est la première fois, depuis la création de l'impôt sur le revenu en France il y a un siècle, que les revenus du capital sont aussi peu taxés par rapport aux revenus du travail. Et on dit que Macron n'est pas le président des riches ?

La fiscalité sur les revenus du patrimoine a fortement diminué, Cadeau pour les riches : 1,3 milliard d'euros.

Même chose pour l'imposition du patrimoine financier qui diminue avec la sortie des biens mobiliers de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Cadeau pour les détenteurs de patrimoine : 3,2 milliards d'euros. Pour les 100 contribuables les plus riches, le gain serait de 1,5 million d'euros en moyenne.

Les gens qui accumulent du patrimoine sont de moins en moins taxés. En revanche, un impôt progressif sera établi pour les salariés, qui pourra ponctionner jusqu'à 55 % de leurs revenus, tandis que les personnes dont les revenus viennent de leur capital ne pourront pas être imposés au-delà de 30 %. Cette réforme se traduit instantanément par un accroissement des inégalités de revenus après impôt, au profit des 10 % de ménages du haut de l'échelle. La progressivité du système fiscal français s'en trouve sérieusement érodée.

« Récompenser ceux qui réussissent par l'argent, et ceux qui ont hérité de la réussite de leurs ascendants, sans considération en matière d'inégalités (...). Les 5% de ménages les plus aisés voient leur niveau de vie progresser de 1,6% en moyenne, quand les 5% les plus pauvres voient leur niveau de vie décroître de 0,6% en moyenne ³. »

Les bénéficiaires de la politique d'Emmanuel Macron sont les détenteurs de capitaux financiers qui bénéficieront de **l'abrogation de la taxe sur les dividendes** et de la fin de l'impôt progressif sur le capital. Les grandes fortunes, les gros investisseurs et les grandes entreprises économiseront 11,8 milliards d'euros supplémentaires en 2018 !

Il fut un temps où l'État, ou toute collectivité territoriale qui voulait investir, empruntait de l'argent à la Banque centrale à des taux extrêmement bas. Pour le capital financier, c'était une manne extraordinaire qui lui échappait. Aujourd'hui c'est impossible : il faut

³ Voir : <https://jean-jaures.org/nos-productions/reforme-de-la-fiscalite-du-capital-la-secession-des-riches>

emprunter au système financier privé. A ce titre, l'État va devoir verser 41,6 milliards d'euros au titre de l'intérêt des emprunts qu'il a contractés auprès des banques, des fonds d'investissement, des entreprises. Mais ces groupes financiers sont ceux-là mêmes qui bénéficient des mesures fiscales votées par les godillots de Macron. En résumé, ces groupes financiers recevront un cadeau de 53,3 milliards d'euros en 2018.

A cela on peut ajouter le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui, de 2013 à 2018, a coûté plus de 99 milliards d'euros aux finances publiques. Le CICE était une idée de François Hollande. Il avait pour objectif de favoriser les embauches. En fait, il n'a permis de créer ou maintenir que 100 000 emplois entre 2013 et 2015, selon le comité de suivi du CICE.

« Au contraire, les dividendes reversés aux actionnaires se portent très bien : près de 46 milliards d'euros de dividendes ont été distribués en 2016, soit 57% des bénéfices des entreprises. Le risque est donc important qu'un cycle infernal s'installe : plus des allègements d'impôts et de cotisations seront décidés pour favoriser les entreprises, plus celles-ci rémunéreront actionnaires, voire personnels, en dividendes, elles-mêmes défiscalisées, appauvrissant d'autant les missions d'intérêt général censées être accomplies par l'État et les collectivités locales⁴. »

Mais tous les cadeaux faits aux grandes entreprises doivent être payés par quelqu'un. On va donc rançonner les contribuables, et notamment les contribuables les plus modestes.

Les mesures présentées comme permettant d'améliorer le pouvoir d'achat sont illusoire car elles ne compensent pas la hausse de la contribution sociale généralisée, qui coûtera 20 milliards d'euros aux contribuables, tandis que la hausse des pensions de retraite bénéficiera aux retraités à hauteur d'1 milliard (11 euros par mois et par retraité) et la baisse de la taxe d'habitation ne représentera que 3 milliards. La seule baisse des aides au logement de 5 euros par mois pour les familles modestes rapportera 1,4 milliard à l'État. On rogne sur tout, on fait les fonds de poche. Ainsi, la suppression de 110 000 emplois aidés représente une économie pour l'État de 2,5 milliards. Quant à la Baisse de la dotation globale de fonctionnement aux collectivités locales : entre 3 et 4,5 milliards.

Ceci n'est qu'un survol rapide et pas exhaustif des ressources prélevées sur le budget de l'État pour le plus grand bien des grandes entreprises et des grandes fortunes.

4 [Ivan du Roy](https://www.bastamag.net/La-revolution-fiscale-selon-Macron-une-grande-machine-a-redistribuer-a-l-envers), « La révolution fiscale selon Macron : une « grande machine à redistribuer à l'envers ». <https://www.bastamag.net/La-revolution-fiscale-selon-Macron-une-grande-machine-a-redistribuer-a-l-envers>

« Les missions d'intérêt général sont largement fragilisées. La suppression de 110 000 emplois aidés et la baisse de dotation des collectivités locales ont déjà des effets néfastes sur la cohésion sociale, la vie associative, l'action culturelle, l'aide aux personnes handicapées ou l'accueil dans les écoles ⁵. »

On va par conséquent subir une dégradation accrue des services publics de proximité tels que les cantines scolaires, les crèches, les services sociaux, dont les premières victimes seront les populations les plus modestes.

Quant aux grands services public : santé et éducation nationale, leur situation se dégradera encore et l'État fera appel aux marchés financiers, accroissant encore plus la charge de la dette, accroissant encore plus la fortune des plus riches. L'État est devenu l'instrument au service des plus riches pour leur permettre de piller les ressources du pays et tondre la laine sur le dos de la grande majorité de la population laborieuse.

Conclusion

Les gilets jaunes semblent paralysés devant les accusations de violence qui leur sont faites. Ils ne répondent pas que *la violence sociale faite aux victimes du système est la pire des violences*.

La méfiance légitime des gilets jaunes envers la représentation, comporte un danger. Celui de voir des hommes ou des femmes investis, par les médias ou le pouvoir, de la fonction de représentants et négociant une sortie de crise sans en avoir la légitimité. Le mouvement libertaire a une solution à cet écueil, c'est l'organisation fédéraliste fondée sur le contrôle des mandats, la restriction de la durée des mandats et la révocabilité — idées qu'on retrouve dans les textes rédigés par les gilets jaunes. Aucune organisation de plusieurs centaines de milliers de personnes ne peut fonctionner sur la base de la démocratie directe permanente. On sait cela, depuis Proudhon.

Le mouvement des gilets jaunes pourra-t-il se pérenniser ? Il est possible qu'une partie des acteurs du mouvement finissent par constituer le noyau et l'encadrement d'un nouveau parti, ou d'une organisation d'un type nouveau qui finira par se noyer dans le marécage parlementaire s'ils décident de s'orienter dans cette voie.

Dans la mesure où le mouvement a révélé un extraordinaire mouvement de solidarité parmi ces participants, il est possible que subsiste ce sentiment d'appartenir à une communauté et que se constitue une sorte de « conscience de classe » d'un type nouveau.

Mais si le mouvement ne remet pas en cause de manière vigoureuse ce qui constitue le noyau dur du système d'exploitation et de domination que subit la population, la dictature quasi invisible du système actionnarial, le mouvement finira je pense par s'essouffler parce qu'il n'aura pas d'autre perspective que de s'en remettre au

⁵ *Ibid.*

A LIRE :

"*Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir*", une analyse de Samuel Hayat, chercheur en "Histoire sociale des idées politiques" et "Sociologie politique du mouvement ouvrier", qui a organisé en mars dernier un colloque à l'Université de Lille sur "Anarchisme et sciences sociales" :

<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

Extraits :

"Tout y est déconcertant, y compris pour qui se fait profession de chercher et d'enseigner la science politique : ses acteurs et actrices, ses modes d'action, ses revendications. Certaines de nos croyances les mieux établies sont mises en cause, notamment celles qui tiennent aux conditions de possibilité et de félicité des mouvements sociaux".

*"C'est bien d'un mouvement **national** et **autonome** dont il s'agit. Mais les règles de la manifestation, fixées de longue date (on situe généralement leur formalisation en 1909, sont ignorées : pas de cortège, pas de responsables légaux, pas de parcours négocié, pas de service d'ordre, pas de tracts, de banderoles, d'autocollants, mais des myriades de slogans personnels inscrits au dos d'un gilet jaune. Toute la pratique du maintien de l'ordre en est bouleversée, et on a pu voir combien les professionnels de la répression, malgré leur nombre, leur armement, leur entraînement, s'étaient trouvés débordés. Si l'on décentre le regard de la seule capitale, la mobilisation a été grande dans tout le pays, rendant le maintien de l'ordre d'autant plus coûteux, voire impossible".*

"Beaucoup de commentateurs ont glosé sur la supposée incohérence des motifs et des acteurs ; au contraire, étant donné la fragmentation de sa représentation, l'unité du mouvement est surprenante. Unité d'action, solidarité, consensus apparent sur une série de revendications, unité même de rythme. Tout l'enjeu est alors de trouver une explication au mouvement qui embrasse à la fois sa forme (sa décentralisation, sa radicalité) et son fond (les revendications). Elle s'ancre dans ce que l'on peut appeler l'économie morale des classes populaires".

"Leur liste de revendications sociales est la formulation de principes économiques essentiellement moraux : il est impératif que les plus fragiles (SDF, handicapés...) soient protégés, que les travailleurs soient correctement rémunérés, que la solidarité fonctionne, que les services publics soient assurés, que les fraudeurs fiscaux soient punis, et que chacun contribue selon ses moyens, ce que résume parfaitement cette formule « Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit »".

"Qu'il ait fallu attendre que le pacte implicite fondamental qui lie gouvernants et gouvernés soit rompu pour qu'il y ait un tel mouvement, alors que depuis des décennies le pouvoir nous matraque de politiques sécuritaires et antisociales, montre bien que les capacités de mobilisation des forces syndicales et politiques se sont réduites à peau de chagrin, ou que les formes que leurs mobilisations empruntent les ont mises dans un état de totale impuissance".

"Peut-être que l'on n'est qu'au début d'une nouvelle histoire, que les conditions d'une repolitisation sont là, hors du cadre des vieux partis et des vieilles formes de la politique instituées. Certains comités locaux de gilets jaunes, loin de s'en tenir à une protestation au nom de l'économie morale, en appellent à la formation de comités populaires et à la démocratie directe, c'est-à-dire à une émancipation politique radicale. Rien n'est garanti, mais tout est ouvert".